

## La colonie, d'une guerre à l'autre (1919-1939)

*Edmond Maestri*  
*Professeur Emérite en Histoire contemporaine*

Au cours de la Première Guerre mondiale, c'est d'abord en France que se joua le sort des armes. C'est pourquoi la nation française paya cet effort de presque 1,4 million de morts, environ 10 % de la population active, taux le plus élevé de tous les belligérants à l'exception de celui de la Serbie. La France est donc ébranlée démographiquement par la saignée, moralement par les énormes difficultés pour arriver à goûter une victoire chèrement acquise, socialement par l'irruption plus marquée des femmes dans le monde du travail, du sport, de l'éducation, économiquement par les destructions de la guerre et financièrement parce que, de créditrice en 1914 elle devient débitrice en 1919.

La République, la Troisième, n'est donc plus triomphante dans l'entre-deux-guerres, malgré le lancement de « la politique de prospérité » en 1929, l'apogée de l'Empire colonial à l'exposition coloniale universelle de Paris-Vincennes en 1931, les espoirs (déçus) suscités par le Front populaire en 1936-1937, ou la suprématie persistante de la capitale française en matières intellectuelle et artistique.

La lointaine Réunion s'est mobilisée elle aussi pour la « mère-patrie » et a contribué à l'effort de guerre, aussi bien en produits qu'en hommes. En revanche, elle a vécu souvent sur ses propres ressources, accepté la mort de 750 de ses hommes<sup>1</sup>, pleuré à la mort de Roland Garros en octobre 1918.

Puis pour matérialiser ce lien nouveau, du sang, avec la Métropole, elle conserve la mémoire de la grande tragédie en érigeant, plus ou moins rapidement, une brassée de monuments à la Victoire et aux morts, à ses morts de la « dernière guerre »<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Geoffroy Michel, *Les Poilus de Bourbon. Les Réunionnais pendant la guerre 1914-1918*, Maîtrise d'Histoire, La Réunion, 1991, 330 p., p. 264.

<sup>2</sup> Le monument aux morts de Salazie, une statue de bronze représentant la Victoire fit scandale puisque la femme avait le buste nu et les bras levés. A Saint-Denis, c'est en 1921 que l'emplacement actuel du monument aux morts est choisi. Après de longues

Mais alors que se recompose la carte politique de l'Europe et même du monde, et que l'Ile pouvait croire s'être tirée à assez bon compte de la saignée, une épidémie venue d'Asie par l'Espagne, la grippe espagnole vient précipiter une population entière dans l'effroi faisant au moins 6 000 victimes<sup>3</sup>.

Comme celui de la France, le visage de La Réunion, colonie républicaine, change d'aspect entre 1919 et 1939. Les transformations économiques, une plus grande ouverture au monde et à la modernité, une vie politique plus substantielle, une contestation de l'ordre établi plus forte et une prise de conscience plus aiguë des contradictions insulaires, traduisent une évolution bien perceptible pour l'historien, sous une apparente léthargie ou misère quotidiennes.

Mais ce qui importe, c'est de prendre par exemple pleinement conscience de l'existence à La Réunion d'un fort courant d'échanges, relativement équilibré, susceptible d'alimenter dans les deux sens un trafic ferroviaire important malgré l'exiguïté de l'Ile et le faible développement du réseau.

En 1921, les Réunionnais sont moins nombreux (173 000) qu'en 1911 (174 000).

Fort heureusement, après 40 ans de stagnation, l'entre-deux-guerres mondiales connaît une reprise démographique liée notamment au développement de l'économie et à une très relative amélioration de la santé. Si bien qu'en 1939 c'est presque 220 000 personnes qui vont subir les nouvelles épreuves générées par le conflit.

Mais fait nouveau, cette progression est d'abord due à la baisse du taux de mortalité qui passe sous la barre des 30 ‰, et à une élévation du taux de natalité qui, lors de la décennie des années Trente, passe au-dessus de 39 ‰. Pour un temps, ni l'immigration ni l'émigration ne jouent un rôle déterminant dans l'histoire démographique de l'Ile.

Une étude plus fine montre d'abord que l'augmentation de la population est allée en décroissant, passant de 7,51 % entre 1921 et 1926 à 7,14 % entre 1926 et 1931, et à 4,8 % entre 1931 et 1936. De plus le taux de mortalité ne fut pas en baisse régulière sur l'ensemble de la période.

En 1931, année où La Réunion comptait 199 281 individus selon le recensement, le taux de mortalité était encore de 33 ‰, fondé en grande partie sur un impressionnant taux de mortalité infantile. En 1931, alors que 8 108 naissances sont dénombrées, il faut déplorer le décès de 2 438 enfants entre 0 et 2 ans<sup>4</sup>.

---

hésitations, au cours de l'année 1922, la construction commence en 1923 et le monument est inauguré le 23 décembre par le gouverneur Lapalud. Il est constitué d'un piédestal de granit entouré d'obus, portant une colonne surmontée de la Victoire ailée.

<sup>3</sup> Entre 6 000 et 15 000 morts, suivant les auteurs et les sources.

<sup>4</sup> Archives Départementales de La Réunion, Série 8K121 B.O. pour l'année 1932, p. 705.

C'est dire que l'état sanitaire de la population demeurerait particulièrement inquiétant. La tuberculose continue de faire des ravages : elle représente encore entre 1924 et 1935, 25 % des décès de la commune de Saint-Paul, 21,3 % de ceux de Saint-Denis, 16 % de ceux de Saint-Pierre<sup>5</sup>. Le paludisme continue également ses ravages. Il fait 835 victimes en 1926 dont 245 à Saint-Denis et 135 décès à Saint-Pierre, 1 653 en 1931. Entérite et dysenterie frappent en priorité les communes de Saint-Paul, Saint-Denis, Saint-Louis et Sainte-Suzanne. Enfin les maladies respiratoires, la coqueluche, les maladies circulatoires, provoquent de nombreux décès dans le Nord et l'Ouest.

Au total, 6 507 personnes décèdent en 1931 dont 2 438 enfants entre 0 et 2 ans, on vient de le voir, et 1 017 personnes âgées de plus de 60 ans, les deux tranches d'âge les plus éprouvées<sup>6</sup>.

D'une manière générale, le manque d'hygiène dans les couches les plus défavorisées, l'habitat précaire insalubre, la qualité parfois douteuse de l'eau consommée, et bien sûr l'alcoolisme qui apparaît presque comme un trait culturel insulaire, constituent des facteurs singulièrement aggravants.

#### *Aspects éducatifs et culturels*

On peut alors aisément imaginer que l'inculture, l'illétrisme et l'analphabétisme sont monnaie fréquente. La population dionysienne est au tournant des années Trente particulièrement touchée par ce fléau puisque 40 % des Dionysiens sont alors analphabètes<sup>7</sup>. Et ces taux augmentent encore quelquefois en zones rurales !

Pourtant l'entre-deux-guerres connut une extension sensible de la scolarisation correspondant à un bon doublement des écoles publiques disponibles. A en croire Prosper Eve, sur 29 366 enfants scolarisables en 1921, 11 963 sont scolarisés soit 40,7 %. Ce taux passe à 66,7 % en 1939 où 28 020 enfants sont scolarisés sur une population de scolarisables d'environ 42 000. La première œuvre scolaire est pour le primaire le fait de la Colonie, avant la départementalisation<sup>8</sup>.

---

<sup>5</sup> Eve Prosper, *De l'ancien ou du neuf*, La Réunion, Océan Editions, 2003, 393 p., p. 207-230, p. 223.

<sup>6</sup> Cf. Houssen Reza, *Une étude sociale et économique de l'île de La Réunion de 1926 à 1931*. Mémoire de DEA, septembre 2000, 117 p.

<sup>7</sup> *Ibid.*, p. 47.

<sup>8</sup> Mais Raoul Lucas insiste sur « l'extrême délabrement du matériel et des locaux », parle tout de même de « désaffection » pour l'enseignement primaire, et « d'une mainmise politique » qui freine les recrutements pour des questions financières ; alors que selon l'auteur, en 1934, le ministre des Colonies informe le gouverneur Fabre « qu'un grand nombre d'inspecteurs métropolitains seraient "désireux de servir aux Colonies" ». Lucas Raoul, *Bourbon à l'école 1815-1946*, Saint-Denis, Océan Editions, 1997, 375 p., p. 331-332.

Cependant, selon Paule Fioux<sup>9</sup>, l'opinion publique est plus favorable à l'École, et l'élargissement de la base sociale du recrutement scolaire est évident.

Mais plus encore qu'en Métropole, les pratiques et comportements par rapport à l'école restent préoccupants. M. Payet, Inspecteur primaire par intérim en 1930, avouait dans son rapport que les écoliers des campagnes retirées « ne fréquentent l'école qu'irrégulièrement et qu'ils sont retenus à la maison ou aux champs dès que nécessité se fait sentir ». Tout au plus peut-on se consoler en pensant que la prospérité économique de la période 1919-1939 a dû au moins limiter l'absentéisme, tant lié au paupérisme.

Quant au lycée il ouvre un peu plus ses portes, notamment à quelques enfants de couleur et même à quelques filles. Cependant le lycée est l'apanage des fils de famille et l'institution scolaire à tous les niveaux a beaucoup de difficulté à ne pas pérenniser les antagonismes sociaux.

Pour les études supérieures, l'obligation de quitter l'Île est impérative. Et souvent cette élite reste à Paris, ou en Europe, rejoignant d'ailleurs dans les mêmes cercles d'intellectuels, des collègues des Antilles ou des autres colonies françaises. La dichotomie culturelle est donc la règle pour l'Outre-Mer dans l'entre-deux-guerres. La Réunion peut en tout cas s'enorgueillir de quelques grands noms : les poètes Ozoux, Barquiseau, les artistes photographes Blay et André Albany, les frères Leblond, l'amiral Lacaze, Fourcade et Fossy créateurs en 1930 de « Petite Fleur Aimée », Ambroise Volland le célèbre marchand de tableaux.

#### *L'ouverture au monde et à la modernité*

Mais les ouvertures les plus novatrices sont représentées par les nouveaux moyens de communication et par l'intrusion de l'électricité.

Les deux dernières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle avaient vu l'émergence du rail et du port de la Pointe des Galets. En modifiant la perception de l'espace insulaire et en bouleversant les circuits d'échanges, en provoquant le déclin irrémédiable des marines, ils faisaient entrer La Réunion dans la modernité de l'ère « industrielle ». Le chemin de fer continue son expansion dans l'entre-deux-guerres, même s'il est de bon ton de critiquer le rail, et de le nommer « le vorace ». Celui-ci monopolise quasiment le trafic cannier, et celui des sucres et des rhums, surtout au cours des années fastes entre 1923 et 1929. Avec 521 238 voyageurs en 1925, puis 406 688 voyageurs encore en 1930, dont 361 636 de 2<sup>e</sup> classe, il représente en outre le moyen de déplacement le plus commode autour de l'Île. En revanche, le port pouvant abriter seulement 50 000 tonneaux, demeure de 1918 à 1928, dans un inquiétant état de léthargie, le chenal étant fréquemment encombré ou

<sup>9</sup> Fioux Paule, *L'école à l'île de La Réunion entre les deux guerres*, Paris, Karthala, 1999, 364 p., p. 80.

bouché. Et c'est seulement en 1940, au moment de la rupture des communications maritimes, que le chenal d'accès fut porté à 7,80 mètres de tirant d'eau.

Heureusement la liaison maritime est plus favorablement symbolisée par la visite du navigateur solitaire Alain Gerbault, à la fin de l'année 1927. Symbolisée seulement car cela reste évidemment du domaine de l'insolite et de « la performance » sportive !

Parti de Cannes en 1923 pour un tour du monde sur un yacht de 11 mètres, le marin courageux aborde à La Réunion en octobre 1927. Après un séjour de 5 semaines, au lieu de 5 jours, il quitte l'île le 18 novembre ravi de l'accueil qui lui avait été réservé. Son périple s'achève au Havre en 1929.

En fait la modernité dans les transports est davantage représentée dans l'entre-deux-guerres par l'automobile qui modifie les comportements endogènes et par l'avion qui constitue une véritable révolution culturelle. Sans parler véritablement de concurrence entre le rail et la route après la Grande Guerre, on ne peut que constater les premiers succès importants de l'automobile. La voiture est un bien social, ostentatoire, que les riches Réunionnais aiment à montrer, sur des routes que les Leblond souhaiteraient voir résister aux cyclones et franchir les torrents impétueux par de solides ponts<sup>10</sup>. Avec des préoccupations plus économiques, commerçants et industriels se dotent de camions et de voitures peu luxueuses mais sûres. En 1940, La Réunion compte donc plus de 4 500 véhicules automobiles contre 461 seulement en 1925.

C'est en novembre 1929 que commence dans l'île, l'ère de l'aviation. Le 26 du mois, un monomoteur Farman venant de Métropole, appartenant au capitaine Marcel Goulette et avec comme pilote l'adjudant-chef René Marchessau, atterrit à Sainte-Marie sous les acclamations d'une foule estimée à 20 000 personnes. L'aventure reprendra 4 ans plus tard, mais à partir de La Réunion, lorsque Maurice Samat fils d'un gros négociant dionysien fait l'acquisition d'un avion qui arrivera en mai 1933 en pièces détachées sur le « *Leconte de Lisle* ». L'avion, appelé Monique, est baptisé à La Possession le 23 juillet 1933 mais son premier vol date du 11 juillet. Il encourage Samat à créer le 10 août 1933 l'aéro-club Roland Garros qui correspond dans son comité directeur provisoire (outre Samat), Emile Hugot, Paul Lemerle, Paul Garros, l'oncle du héros.

C'est de La Réunion que partiront le 10 septembre et le 10 novembre 1933 deux vols vers Maurice pour les premières liaisons entre les « îles sœurs », suivi du premier vol commercial le 18 novembre, qui est l'œuvre de Jean Hily<sup>11</sup>. Il faut attendre le 28 décembre 1936 pour que La Réunion reçoive des

---

<sup>10</sup> Leblond Marius et Ary, *L'île enchantée*, La Réunion, *op. cit.*, p. 24.

<sup>11</sup> Hoarau Alain, *L'aviation à La Réunion, une page de notre histoire*, Saint-Denis, Cazal, 1984, 308 p., p. 90-97.

aviateurs venus de Métropole. Il s'agit de Jean Laurent, Joseph Touge et Roger Lenier venus du Bourget par Marseille sur un Farman 199 dénommé « Roland Garros ».

Le 5 août 1938 enfin, en assurant la première liaison entre La Réunion et Madagascar, le commandant Dagnaux clôturait cette ère pionnière qui avait ouvert au monde en liaison rapide, une petite île isolée dans l'océan Indien<sup>12</sup>.

Comme le câble avait au début du siècle accompagné le train, la radio accompagne le développement aérien entre 1920 et 1940. Dès 1923 une station de T.S.F. est créée dans la caserne d'artillerie désaffectée, alors que le pylône du Barachois, avec ses 75 mètres de haut, est achevé le 9 août de la même année.

La radiodiffusion pénètre à partir de 1926 quelques foyers réunionnais qui s'équipent d'énormes postes pour écouter essentiellement musiques, nouvelles, entretiens.

Le prince Vinh-San et son assistant René Demarne, pionniers de ce nouvel outil de communication, créent en 1929 Radio Saint-Denis, pour le plaisir de quelques privilégiés mais aussi pour le plus grand intérêt des aviateurs mieux informés des conditions météorologiques pour effectuer leurs raids audacieux.

Le téléphone orne également les salons d'une toute petite minorité sociale. En 1939, La Réunion compte 1 410 abonnés dont 592 dans la seule Saint-Denis, 99 à Saint-Pierre, 63 à la Pointe des Galets<sup>13</sup>. Ceci souligne déjà de manière directe l'importance relative des différentes communes, et notamment l'insolente concentration de « modernité » à Saint-Denis, « capitale » incontestable de l'île, tant sur le plan politique et administratif qu'économique.

#### *La « fée » électricité*

La première usine hydraulique de La Réunion fut installée en 1913 (la Glacière du Port).

Dans l'entre-deux-guerres, l'entrée de l'île dans l'ère de l'électricité s'effectue par la construction de petites unités de production, réparties sur l'ensemble du territoire. Dans les villes bien sûr mais aussi dans les hauts de la Rivière des Pluies, de la Rivière des Galets, dans les cirques de Salazie ou de Cilaos, à Saint-Gilles-les-Hauts (Les Cormorans, 1935). La plus imposante usine est l'usine Baron, installée dans le bas de la Rivière à Saint-Denis, dont la puissance est de 132 kilowatts/heure en 1920 avant d'être multipliée par cinq en 1933<sup>14</sup>.

---

<sup>12</sup> *Ibid.*, p. 125.

<sup>13</sup> Vaxelaire Daniel, *L'histoire de La Réunion de 1848 à 2000*, La Réunion, Orphie, 1999, 703 p., p. 568.

<sup>14</sup> *Ibid.*, p. 557.

Un ambitieux projet, celui de Takamaka, fut en outre conçu dès le lendemain de la guerre. Mené par Anatole Hugot qui devint en 1924 président du Syndicat des Fabricants du Sucre, secondé par des industriels et des ingénieurs, il avait pour objectif la construction d'une centrale produisant 30 000 kilowatts/heure, ce qui pour l'époque était gigantesque.

Tellement gigantesque que ni les moyens techniques de l'époque, ni les capacités financières surtout après 1929, ni l'obstination de René Peel Payet surnommé Sarda Takamaka<sup>15</sup>, ne furent suffisants pour le mener à terme.

Quelques modestes réalisations et un projet trop ambitieux suffirent néanmoins à Marius et Ary Leblond pour vanter la fée électricité. Et d'écrire en 1931 :

« Depuis la Guerre, enfin, un mouvement d'opinion plus soutenu s'est produit en vue de l'équipement électrique de cette île où les chutes d'eau surabondent. En 1922 quelques personnalités de l'île créèrent une société qui obtint le concours d'une compagnie métropolitaine : elles s'entendirent pour fonder la Société Hydroélectrique de La Réunion qui a pour objet l'électrification générale.

Elle va construire les usines, les réseaux de distribution, des installations pour industries nouvelles, chauffage comme production du froid, irrigation ou assèchement, électrification des voies ferrées et funiculaires, fabrication d'engrais... La poésie des ingénieurs égalera en puissance créatrice celle des poètes...

Le rythme actuel du travail se règle quelque peu sur la vitesse du chemin de fer qui est actuellement des plus modestes ; l'électricité, en l'accélérant, le rattachera au rythme européen ».

Et (visionnaires ?) de conclure :

« Le pays s'industrialisera de façon à rattraper le demi-siècle de retard. Que d'énergies humaines endormies ressusciteront avec celles de la Nature »<sup>16</sup>.

#### *Les expositions coloniales*

Depuis 1889 où pour la première fois les colonies furent accueillies dans une exposition, celle de l'Exposition universelle, les mises en scène de l'Outre-Mer ont un peu rythmé l'histoire de la colonisation et familiarisé un public assez large avec le monde ultramarin.

Après la Grande Guerre, l'exposition coloniale de Marseille en 1922 marque le rôle capital de cette ville dans la construction de l'Empire français, et la reconnaissance de la « mère-patrie » que les peuples lointains ont soutenu dans sa lutte contre l'Allemagne et ses alliés. En 1925 une exposition coloniale est organisée à Petite-Ile, en 1938 une autre l'est sur le Barachois à Saint-Denis. Mais la grande date qui semble concrétiser l'apogée de l'Empire français, est celle de 1931 où se tint à Paris Vincennes la grande exposition coloniale internationale.

<sup>15</sup> *Dictionnaire biographique, op. cit.*, p. 157.

<sup>16</sup> Leblond Marius et Ary, *L'île enchantée*, La Réunion, *op. cit.*, p. 124.

Confiée par décret du 26 juillet 1927 au Maréchal Lyautey, l'organisation de la manifestation constitua une entreprise d'envergure. La même année, La Réunion fut invitée à y participer. Sous l'autorité du gouverneur, Monsieur Estèbe est désigné commissaire le 6 août 1927 et un comité est mis sur pied comprenant entre autres le Secrétaire général (Président), le chef du service des Douanes (Vice-président), trois conseillers généraux, les présidents (ou leurs représentants) des chambres de Commerce, d'Agriculture, des syndicats des Rhums, des Fabricants du sucre.

Le 27 septembre 1927, La Réunion reçoit son emplacement, dans l'allée des Vieilles Colonies, à côté du pavillon martiniquais.

Le 23 janvier 1930, le projet « Fanjan », de l'architecte Bloch est officiellement retenu. Il consiste à créer à Vincennes un pavillon créole, avec patio, en bois et ciment en faisant du fanjan le marqueur végétal identitaire de l'île.

Ce carré de 20 mètres de côté avec varangue, autour du patio, fut inauguré par le ministre des Colonies, Paul Reynaud le 22 mai 1931 en présence de Léonus Bénard, Sénateur, et des députés Gasparin et Brunet. A l'intérieur, 79 peintures, des meubles réunionnais ou venus de La Réunion, des meubles prêtés par des Réunionnais vivant en Métropole, et bien sûr pour garder à l'ensemble du pavillon un caractère économique, des rhums, des sucres, de la vanille, du chocolat, du café, de l'essence de géranium.

Le 20 octobre 1931, le commissariat de La Réunion organise au pavillon une fête réunionnaise qui se déroule devant 1 200 personnes dont Vincent Boyer de la Giroday, le docteur Archambaud, le maire du Tampon.

Le général Richard, originaire de La Réunion, fait une conférence pour évoquer l'histoire et les « coutumes » de la Colonie. Il présente en outre le film d'Albany montrant les sites grandioses de l'île, des éruptions du volcan, une fête de famille, la cueillette des letchis. La fête s'achève sur une scène en créole jouée par des personnalités de l'île<sup>17</sup>.

C'est donc bien davantage une vitrine exotique qu'offre le pavillon, une image conforme à ce que souhaitent voir les Métropolitains, qu'un miroir fidèle des réalités bourbonnaises, en particulier de ces réalités politiques et sociales souvent moins flatteuses, que nous allons à présent examiner.

## Aspects politiques et sociaux

### *La vie politique : les élections*

Les élections législatives furent fixées à La Réunion au 30 novembre 1919. Les candidats radicaux socialistes Lucien Gasparin et Georges Boussenot obtiennent 26 863 voix sur 27 546 votants et 46 541 inscrits. Aucune liste ne leur ayant été opposée, malgré l'appel à l'abstention d'Archambaud ancien

<sup>17</sup> Cf. à ce propos Hoarau Cyril, *La participation de la colonie à l'exposition coloniale internationale de 1931*, Mémoire de Maîtrise, septembre 2000, 122 p. + annexes.



député de la deuxième circonscription, les deux candidats « naturels » furent élus confortablement dans une ambiance peu passionnée alors que la Métropole faisait triompher la droite conservatrice et nationaliste<sup>18</sup>.

En fait, ce furent sans doute les élections municipales de 1919 qui concentrèrent le plus les passions, les violences, autour de candidats plus proches des administrés que les députés vivant en Métropole. Les fraudes aussi sans doute car à l'exception de Saint-Denis, les onze duels font apparaître des victoires écrasantes (souvent à plus de 90 % des votants) notamment au bénéfice de ceux qui détenaient l'appareil communal<sup>19</sup>.

Aux élections législatives de 1924, la liste Gasparin - Boussenot semblait promise à la victoire. Mais en pleine campagne électorale survint un événement surprenant, la candidature à la députation d'Auguste Brunet (gouverneur général intérimaire de Madagascar, gendre du président du Sénat Léon Bourgeois) et son alliance avec Gasparin, Boussenot faisant pour sa part alors cause commune avec Paul Isautier<sup>20</sup>.

Avec plus de 17 000 voix pour Brunet, près de 16 000 pour Gasparin, la liste d'Union républicaine démocratique et de solidarité créole, radicale-socialiste, remporta aisément l'élection sur la liste d'Union républicaine sociale et d'Union de tous les Français (près de 7 900 voix à Boussenot, de 6 500 voix à Isautier).

Ce succès repose sur le caractère novateur et flatteur de la candidature d'Auguste Brunet, et également sur un discours politique renouvelé. Finies les colonies, bienvenue aux provinces d'outre-mer qui apportent un surplus d'activités à l'économie de la Métropole. Les députés surent donc plaire aux Créoles, aux Réunionnais avec un discours conforme à la nouvelle idéologie coloniste qui souhaitait souligner l'apport des colonies dans la Guerre et leur rôle dans l'histoire nationale.

Claude Meure insiste pour sa part sur l'amalgame qui s'est sans doute produit entre radicalisme, administration, métropolitain, pression officielle dans l'esprit de bien des Réunionnais. On peut effectivement considérer les pressions gubernatoriales faisant de certains candidats officiels comme une sorte d'étouffement de l'expression politique insulaire. L'idée est séduisante, pas forcément juste. Si elle était en tout cas adoptée, elle constituerait une explication intéressante de la fraude ou de l'absentéisme, ou même des violences lors des scrutins<sup>21</sup>. On peut en tout cas la rapprocher de l'article du *Peuple* du 28 novembre 1927, faisant réponse à une déclaration d'un conseil-

---

<sup>18</sup> Nomdedeu-Maestri Danielle, *Lucien Gasparin 1868-1948*, Université de La Réunion, Mémoire de Maîtrise d'Histoire, 1995, tome I, 215 p., p. 108-113.

<sup>19</sup> Meure Claude, *Les élections à La Réunion de 1919 à 1929. Mœurs électorales d'une société coloniale*, Université de La Réunion, Maîtrise d'Histoire, tome I, 220 p., p. 24.

<sup>20</sup> Nomdedeu-Maestri Danielle, *Lucien Gasparin 1868-1948*, Université de La Réunion, Mémoire de Maîtrise d'Histoire, 1995, vol. II : annexes 203 p., p. 144.

<sup>21</sup> Meure Claude, *Les élections à La Réunion de 1919 à 1929. Mœurs électorales d'une société coloniale*, op. cit., p. 55.

ler général, selon lequel La Réunion était « le paradis des fonctionnaires ». Et le journaliste de demander si « les autos que débarquent nos courriers sont pour eux » et d'affirmer que « ce sont les conseillers généraux, les responsables de la vie chère », et que « c'est pour eux que La Réunion est un paradis »<sup>22</sup>.

Les élections législatives du 22 avril 1928 furent une fois de plus remportées par le tandem radical-socialiste Gasparin-Brunet, le premier obtenant 8 242 voix sur 14 236 inscrits et 8 500 votants, le second 8 995 voix sur 23 403 inscrits et 14 253 votants.

Les deux députés avaient créé avant même l'élection un comité républicain de soutien. Ils se disent défenseurs des gens modestes, des ouvriers, des cheminots, des fonctionnaires. Ils sont en outre soutenus par une large partie de la bourgeoisie humaniste, républicaine, modérée, et souvent franc-maçonne. Les électeurs semblent donc assez satisfaits de leurs élus d'autant plus que Gasparin ne cesse de rappeler les actions engagées en faveur de La Réunion, à propos de la taxation des riz, de l'abaissement du coût des frets ou du contingentement pour le sucre. A cette équipe se joindra le 27 octobre 1929, Léonus Bénard, nouvellement élu sénateur.

C'est désormais un triumvirat qui défend à Paris les intérêts réunionnais, dans une cohésion presque émouvante.

Du coup, les élections de 1932 pour lesquelles les deux députés Gasparin et Brunet se présentent sous l'étiquette « Indépendants de Gauche » avec affiliation au groupe radical, ne sont que formalité. Brunet obtient 16 589 voix, Gasparin 9 645 contre 241 seulement à Lougnon, et 553 à R. Babet.

Ces deux députés avec l'appui du sénateur Bénard obtiennent en 1934 l'instauration d'un régime de protection et de contingentement des sucres, présentée comme une grande victoire économique et sociale.

Le scrutin de 1936 eut un tout autre visage. Pas au début, en avril, lorsque les députés sortants briguerent un nouveau mandat, mais ensuite, car cette fois-ci Gasparin eut un concurrent en la personne de René- Peel Payet, directeur de l'usine sucrière de Quartier Français, directeur du journal bi-hebdomadaire « Servir », « organe de défense des intérêts sociaux de La Réunion ». Gasparin l'emporte mais avec 5 565 voix contre 4 060 à Payet, sur 14 140 inscrits et 9 666 votants ; Brunet obtenant de son côté 19 450 suffrages sur 27 389 inscrits et 19 653 votants. Mais ce scrutin renoua surtout avec les violences physiques, les affrontements, les attaques racistes contre Gasparin (« le petit noir de Tamatave »), les pressions de l'Administration en faveur des députés sortants, l'appui de l'Eglise à René Payet pour lutter contre « le communisme ». La fraude, les blessés et les 9 morts de 1936 rappellent étrangement l'élection de 1914.

---

<sup>22</sup> Archives départementales de La Réunion, 1 PER 81/29 Le Peuple du 28 novembre 1927, cité dans Eve Prosper, *Tableau du syndicalisme à La Réunion de 1912 à 1968*, CNH, 151 p., p. 118-119.

A cause de la guerre, les législatives ne purent être organisées en 1940, mais le 10 juillet sur proposition de Laval, l'Assemblée nationale donna à Pétain les pleins pouvoirs (569 voix pour, 80 voix contre). Gasparin et Brunet votèrent ces pleins pouvoirs, Léonus Bénard était absent. La Troisième République, y compris pour les élus réunionnais s'achevait dans la gêne et l'ambiguïté<sup>23</sup>.

*L'émergence d'une opposition politique moderne*

Elle se produit au début des années Trente quand le monde entier sursaute avec les premières vraies poussées nationalistes de l'Outre-Mer, quand Paris s'agite dans les cercles d'intellectuels français, antillais, africains, quand l'Europe commence sa plongée dans les fascismes.

A La Réunion le Comité républicain fondé en 1928 connaît une préjudiciable scission. Les progressistes continuent d'animer le Comité, alors que les modérés et les radicaux forment le CARDS, Comité d'Action républicaine, démocratique et sociale. On y trouve notamment Ludovic Revest, président de la section dionysienne de la Ligue des droits de l'Homme et du Citoyen, Henri-Louis Mas, directeur du Crédit agricole, de Fernand Vauthier, comptable de la société Chatel, de Raymond Vergès.

En 1936, la ligue des droits de l'Homme a pour président Ludovic Revest, pour secrétaire Simon Lucas, pour trésorier Ludovic Albany. Son activité liée à celle de la franc-maçonnerie locale anime la vie politique quotidienne des villes de l'Ile. C'est l'époque où les journaux à caractère politique se multiplient. En avril 33, Raphaël Babet avait créé un hebdomadaire, « la Démocratie », qualifié d'organe républicain indépendant. René Payet candidat populiste de 1936 avait créé « Servir ». En juillet 1936 est mis sur pieds le SNI Syndicat national des instituteurs, dont le secrétaire général est Eugène Dutremblay Agenor. Une nouvelle étape est franchie en mars 1937, lorsque se constitue la Fédération réunionnaise du parti radical et radical-socialiste... dans la salle de la loge « l'Amitié » à Saint-Denis. La présidence en revient à Henri-Louis Mas, les vice-présidents sont Ludovic Revest et Labor Robert, le trésorier est Damase Legros. Mais en dix-huit mois, le nouveau parti va perdre de sa force et de sa crédibilité. Lors du congrès du 2 novembre 1938 la déclaration de satisfaction de Henri-Louis Mas, heureux d'être débarrassé de la tutelle communiste, ne suffit pas à mobiliser les Réunionnais d'origines modestes, plus attirés désormais par les mouvements communiste et socialiste<sup>24</sup>.

<sup>23</sup> D'après : Nomdedeu-Maestri Danielle, *Lucien Gasparin (1868-1948)*, tome I, *op. cit.* p. 115-161.

<sup>24</sup> Cf. à ce propos Balducchi J. C., *La vie politique et sociale à La Réunion*, Aix-en-Provence, thèse de 3<sup>e</sup> cycle, 1984, 2 tomes, 708 p., et du même auteur : *Le Parti Radical à La Réunion durant l'entre-deux-guerres*, *Revue historique des Mascareignes*, juin 1998, n°1, p. 219-224.

Pour ce dernier les prémices remontent à 1930 lorsque le jeune fonctionnaire des Contributions indirectes, Marc Serveaux, fils du responsable du Parti radical-socialiste adhère à la SFIO au titre de membre isolé. Il entraîne alors dans son sillage André et Benjamin Hoareau ainsi que des intellectuels de la place. En juin 1936, les premières sections se constituent. En 1938, les sept sections de la Fédération socialiste comptent 231 adhérents mais, très surveillé, le mouvement socialiste paraît bloqué dans son développement à la veille de la Seconde Guerre mondiale<sup>25</sup>.

Le courant communiste apparaît également à la faveur de cette radicalisation des années 1930 générée par la sympathie accordée aux analyses marxistes selon lesquelles « la société se divise en deux catégories : la classe privilégiée, les conservateurs, et la classe opprimée, les démocrates ». Autour de Léon de Lépervanche, cadre du CPR, une sorte de cercle marxiste se constitue au Port, avec Gaston Roufli, secrétaire de la Fédération Réunionnaise du Travail<sup>26</sup>.

Fait significatif et assez caractéristique de l'histoire insulaire, tous ces « démocrates » sortent des milieux associatifs, de défense des libertés, des loges maçonniques.

Il reste alors peu de place à des options populistes comme celles de René Payet, ou catholiques comme celles de Lougnon.

#### *Nouvelles forces sociales, nouvelles grèves*

Les lendemains de la Grande Guerre avaient connu quelques mouvements de grève (CPR, transitaires, travailleurs de Terre Rouge) qui accompagnèrent de loin les émois sociaux de la Métropole et de l'Europe<sup>27</sup>. Le gouverneur devant les atermoiements de Paris, et sous la pression des industriels, des planteurs, de la Chambre de commerce, et après avis favorable du Conseil général et du Conseil privé, régla de sa propre initiative les augmentations de salaires qui évitèrent la grève « de masses syndiquées composées principalement d'illétrés pour qui les faits palpables comptent seuls » et la mise en exécution de sabotages déjà prévus comme à « La Ravine Creuse »<sup>28</sup>. Puis les joutes électorales servirent d'exutoire à bien des contestations jusqu'au Front populaire, qui marque la fin de l'hégémonie radicale, dans un contexte de relative sérénité laïque. Il est vraisemblable que l'image plutôt négative et perturbante du Chemin de fer était liée à une condamnation — au moins

<sup>25</sup> Cf. à ce sujet : Payet Frédéric, *Le mouvement socialiste à La Réunion des années 1930 à 1981*, Université de La Réunion, Maîtrise d'Histoire, 1999, 186 p.

<sup>26</sup> Cf. à ce propos : Rouaux D., *La vie politique à La Réunion durant le Front populaire 1936-1938*, Université de La Réunion, Mémoire de DEA, septembre 2000, 192 p.

<sup>27</sup> Nomdedeu-Maestri Danielle, *Lucien Gasparin, op. cit.*, p. 113.

<sup>28</sup> Archives nationales, section Outre-Mer, Aix-en-Provence : Carton 539, dossier 6416 : Télégramme n°460 du gouverneur, Saint-Denis le 14 octobre 1919, 2 p., p. 1-2.

implicite — du C.P.R., grosse entreprise d'environ 600 personnes<sup>29</sup>, comme école et principal initiateur du syndicalisme réunionnais<sup>30</sup>.

Cependant, Prosper Eve cite l'influence grandissante dans les années Vingt des amicales de fonctionnaires et à partir de 1926 parle « du durcissement des positions des travailleurs manuels », notamment dans la zone au vent<sup>31</sup>.

En 1928, à un moment difficile pour le syndicalisme réunionnais, deux des trois sections syndicales existantes du C.P.R. se fédèrent<sup>32</sup>. Ainsi, des syndicalistes cheminots de l'Ile, en relation avec la Fédération nationale des travailleurs des chemins de fer de France, des Colonies et Pays de protectorat sise à Paris, et avec l'aide du sénateur Bénard et des députés Auguste Brunet et Lucien Gasparin, purent — belle victoire — bénéficier du nouveau régime des retraites en vigueur dans les grands réseaux français à compter du

<sup>29</sup> Au premier septembre 1934, l'effectif du personnel commissionné, classé et stagiaire était de 338 unités. L'effectif réglementaire aurait dû être de 516. Les manques étaient donc comblés par des « auxiliaires permanents » dont le nombre moyen à cette même date était de 307.

Voici quelle était la répartition des 338 titulaires :

Direction	8
Comptabilité générale et pensions	12
Approvisionnements généraux	2
Magasin général	6
Gares et trains et service téléphonique	93
Traction	50
Voie et bâtiments	52
Docks	30
Ateliers et port	85

Depuis le 1<sup>er</sup> juin 1932, les différentes sections du C.P.R. avaient été réunies sous la direction de deux chefs de service.

- Le Chef du service de l'Exploitation du Chemin de fer et des Docks.

- Le Chef du service de l'Exploitation technique et maritime du Port.

Depuis le 17 avril 1934, la direction du C.P.R. était confiée à l'ingénieur en chef de 2<sup>e</sup> classe du cadre général des Travaux publics, Jacquemetton, en même temps que celle du service des Travaux publics de la Colonie. Archives départementales de La Réunion : C.F.R.1, 507. Rapport sur le chemin de fer et le Port de La Réunion en 1934. 24 +5 p., p. 1.

<sup>30</sup> Cf. sur ce sujet : Eve Prosper, *Le syndicalisme à La Réunion de 1900 à 1968*, 5 tomes, 1 547 p., Thèse d'Etat, Histoire, Aix-en-Provence, 1989. La problématique est posée dans l'introduction générale p. 1-15, et le soubresaut contestataire de 1912-1913 est examiné p. 245-261.

<sup>31</sup> Cf. Eve Prosper, *Le syndicalisme à La Réunion de 1912 à 1968*, La Réunion, Editions CNH, 1991, 151 p.

<sup>32</sup> Eve Prosper, *Le syndicalisme à La Réunion de 1900 à 1968*, *op. cit.* p. 494-495 ou Balducci J.-C., *La vie politique et sociale à La Réunion*, *op. cit.* p. 331-332.

Les trois sections sont :

- Le syndicat du personnel de la Traction et Voie créé en octobre 1925.

- Le syndicat des gares et trains et docks fondé en juillet 1927.

- Le syndicat des Ateliers qui ne se fédéra pas.

1<sup>er</sup> janvier 1929<sup>33</sup>. A la vérité, on perçoit à travers la résonance de ces questions syndicales et les troubles sociaux qui s'ensuivent, à travers l'implication immédiate de toutes les autorités jusqu'à Paris, les effets d'une insularité précarisante qui amplifie les événements et surtout leur perception, qui génère aussi ses propres défoulements considérés d'ailleurs comme l'antithèse obligée d'une tranquillité iliennne ardemment désirée.

C'est au Port, ville symbole de modernité, d'industrialisation, par les quais qui avancent vers l'océan et le monde, et par le chemin de fer qui y possède son siège, que commencèrent les grèves de 1936. En août, des dockers, des matelots, des employés du CPR pour l'obtention de la journée de 8 heures ; en septembre-octobre, avec violentes bagarres, pour obtenir la libération du trésorier du syndicat des dockers arrêté pour ivresse ; en novembre pour réclamer le paiement de 3 journées de grève d'octobre.

A chaque fois, le gouverneur intervient pour apaiser les esprits, concilier les parties, faisant plus que jamais de l'Etat, mais dans un contexte nouveau, un médiateur. Cependant la nécessité de maintenir l'ordre public, notamment en ces temps d'élections législatives et municipales, la radicalisation et la continuation des mouvements de grève, avec l'appui de la Fédération Réunionnaise du Travail, finissent par user le crédit du gouverneur Truitard. Pour sa part, le représentant de l'Etat comprend mal cette persistante insatisfaction et l'irresponsabilité des syndicalistes notamment lors des terribles grèves de janvier 1937 au Port<sup>34</sup>, de février et mars à Ravine Creuse et à Savanna (Sucreries coloniales).

Du coup, devant le scepticisme ou l'hostilité des forces politiques radicales ou socialistes, des milieux de notables (fussent-ils humanistes), les élections municipales partielles du Port permirent l'arrivée sur la scène politique des premiers élus communistes, Lépervanche, Roufli, Malet. L'affaire est d'importance parce que c'est la naissance d'une opposition « radicale », l'amorce d'une stratégie de rupture, originale (spécifique dirait-on aujourd'hui) dans la mesure où elle vise le gouverneur représentant le Front populaire et les forces politiques théoriquement « amies ». Et l'arrivée en 1937 au Conseil général de représentants de la classe ouvrière fait dire au gouverneur Truitard lui-

<sup>33</sup> Archives départementales de La Réunion : 1 PER 81/31 : « Le Peuple », Vendredi 19 juillet 1929, p. 2.

« Le Peuple » fut fondé en 1908 par le député Lucien Gasparin. Généralement de quatre pages, il fournissait des nouvelles brèves sous forme de câblogrammes, mais comportait parfois trois pages de publicités. Journal d'opinion, il était surtout au service du parlementaire fondateur. Vivement opposé à « La Patrie Créole » qu'il considérait comme réactionnaire, « Le Peuple » vécut jusqu'en 1958.

Fontaine B., *Historique et point de vue sociologique de la presse écrite et audiovisuelle à l'île de La Réunion des origines à nos jours*, I.F.P. Paris II, 1982, Mémoire de diplôme, 158 p. + XXXII, p. 54-55.

<sup>34</sup> A propos de cette grève, Prosper EVE n'hésite pas à écrire : « Le 25 janvier 1937, le Port à deux doigts du "Grand soir" ». Des marines au port de la Pointe des Galets, le Port, 1987, p. 159-173.

même que La Réunion est « à un tournant décisif de son histoire ». Et d'ajouter, optimiste : « il n'est pas douteux qu'un esprit nouveau souffle sur le pays et que nous assistons à une sorte de rétablissement dans le bon sens de l'équilibre »<sup>35</sup>. Ce que l'avenir démentira, en France comme à La Réunion, dès 1938.

Dans cette transition de la France blessée mais triomphante de 1919, à la France reconstituée mais morose et défaitiste de 1939, s'inscrit toute l'histoire de l'entre-deux-guerres.

Les mêmes termes ne sauraient convenir à l'appréciation de la même période pour l'histoire réunionnaise. Gardons-nous des trompeuses similitudes comme des commodes « spécificités ». Il est indéniable que pendant les deux décennies qui nous occupent La Réunion s'est globalement développée. Grâce à une sorte de reprise économique, grâce à une nouvelle entrée, modeste mais enthousiaste, dans la modernité (apparitions de l'avion, dans les rues de l'automobile, dans les maisons de l'électricité, du cinéma, de la radio), La Réunion ne paraît pas figée même si les couches très défavorisées et rurales demeurent avant tout préoccupées par leur survie.

Quant aux luttes du Front populaire, elles ne procèdent pas d'une naissance spontanée. Certes, comme toujours, l'écho simplifié des perturbations nationales peut créer, presque seul parfois, l'événement. Mais en l'occurrence, le CPR n'en est pas à sa première grève en août 1936, les forces dites de Gauche, diversifiées, incubent et font germer des idées dans tous les relais associatifs ou de pensée, ou de défense des droits de l'Homme, depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, au moins.

Mais quelques pages furent effectivement tournées entre 1919 et 1939. Ainsi, en 1924, le rattachement de toutes les terres françaises de la zone au gouvernement général de Madagascar, écornait un peu plus le vieux rêve de colonie colonisatrice, et plaçait La Réunion en dépendance de sa voisine, un peu comme elle l'avait été autrefois par rapport à Maurice<sup>36</sup>.

Les mouvements de 1936 montrent en outre à l'évidence qu'une contestation organisée et efficace est possible dans l'île et qu'elle se manifeste mieux, politiquement, dans les élections municipales plus déconnectées des tendances métropolitaines que dans les législatives.

La période révèle encore l'attitude gênée de l'Eglise. Monseigneur de Beaumont, mort regretté de tous en 1934, avait su gérer le monde politique local et les difficultés sociales. Mais la radicalisation du Front populaire fait craindre ici aussi le « bolchevisme » et Monseigneur de Langavant sera moins à l'aise dans son diocèse que son prédécesseur.

<sup>35</sup> ADR 1M 135 E, *Lettre du gouverneur au ministre des Colonies*, 10 novembre 1937. Cité dans D. Rouaux, *La vie politique à La Réunion durant le Front populaire 1936-1938*, op. cit. p. 135.

<sup>36</sup> Allain M., *Encyclopédie pratique illustrée des colonies françaises*, tome II, Paris, Quillet, 1931, 416 p. (p. 172). Cf. à ce propos : Maestri Edmond, *Les îles du Sud-Ouest de l'océan Indien et la France de 1815 à nos jours*, Paris, L'Harmattan, 1994, 221 p.

Une première civilisation des loisirs, réservée à une minorité, intègre les pratiques traditionnelles accusant dans un plus grand nombre de Réunionnais un sentiment de dualité, de « spécificité » qui réveille les démons assoupis de l'opposition séculaire entre Métropolitains et Créoles.

Ce qui est certain, c'est que les Leblond, par exemple, ne représentent plus en 1939 La Réunion et ses 220 000 habitants. Leur passésisme, leur culture élitiste, leur manque d'ouverture, les éloignent du bouleversement des esprits, souterrain cheminement il est vrai masqué par le peu de transformations significatives des structures économiques politiques ou sociales jusqu'en 1936.

A La Réunion, comme dans bien des colonies, « jeunes » ou « vieilles », les années du Front populaire marquent assez bien les débuts visibles de la contestation de l'ordre colonial traditionnel, et l'initialisation d'une décolonisation, qui prendra dans l'Ile, la forme de la départementalisation<sup>37</sup>.

Mais entre la grande exposition de 1938 qui permet à La Réunion de fêter pêle-mêle le bicentenaire de la création de Saint-Denis, le centième anniversaire de la naissance de Léon Dierx, le cinquantième de la naissance de Roland Garros, et cette année 1946 qui marque l'intégration juridique dans la République, bien des épreuves attendent « la colonie et sa Métropole ». La période de Vichy, de 1940 à 1942 notamment<sup>38</sup>

Je ne sais si l'entre-deux-guerres constitua pour l'Ile le bon temps de la colonie ? Car les progrès enregistrés à La Réunion dans de nombreux domaines, ne furent pas équitablement répartis entre tous les Réunionnais. C'est l'évidence qu'il n'est jamais inutile de rappeler. Si bien qu'en 1946 et jusqu'en 1970, à peu près, les descriptions de la situation sont généralement peu flatteuses pour le nouveau département. Un peu comme si en changeant de statut les critères d'évaluation avaient également changé ; un peu comme si en changeant de statut, La Réunion était brusquement mesurée à l'aune nationale. En oubliant même parfois les terribles situations des départements français après la Seconde Guerre mondiale... Perversion des idées, des idéologies, du temps ou des mots ?

---

<sup>37</sup> Maestri Edmond (Dir.), *1946 : La Réunion, Département*, Paris, L'Harmattan, 1999, 638 p.

<sup>38</sup> Cf. Combeau-Mari Evelyne, Maestri Edmond (Dir.), *Le Régime de Vichy dans l'océan Indien*, SEDES, 2002, 213 p.